

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

---

ACCORD DU 5 DÉCEMBRE 2007  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS  
POUR L'ANNÉE 2008  
(CENTRE)  
NOR : *ASET0850265M*  
IDCC : *1702*

---

Entre :

La fédération régionale des travaux publics du Centre,

D'une part, et

L'union régionale Centre construction, bois CFDT ;

La section régionale Centre CFE-CGC ;

L'union régionale Centre CFTC ;

La section fédérale régionale Centre FO,

D'autre part,

Conformément au chapitre VIII.1 de la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992 relatif aux indemnités de petits déplacements, il a été conclu un accord.

**Article 1<sup>er</sup>**

L'indemnisation des petits déplacements des ouvriers de travaux publics applicable en région Centre pour l'année 2008 est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

Repas : 10,56 €.

Trajet :

- zone 1A (0 à 5 km) : 1,17 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 2,03 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,31 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 4,06 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 5,09 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 6,36 € ;
- zone 6 (50 à 60 km) : 7,70 € ;
- zone 7 (60 à 70 km) : 9,16 €.

Transport :

- zone 1A (0 à 5 km) : 1,80 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 2,90 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 6,07 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 8,99 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 12,45 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 15,93 €.

## **Article 2**

Conformément à l'article 4 de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ETAM des travaux publics, les valeurs des indemnités de repas et de transport visées à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus s'appliquent également aux ETAM non sédentaires.

## **Article 3**

Le texte de cet accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Un exemplaire sera également déposé auprès du secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans.

## **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Orléans, le 5 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)